

Pouvoir d'emprunt—Loi

Dans son budget de mercredi, le ministre Wilson a parlé de réduire le déficit de 4 milliards de dollars, mais, monsieur le Président, ce que les gens ont vite réalisé, à la suite de la présentation de ce budget, c'est que cette diminution se ferait directement à leurs dépens, aux dépens du Canadien moyen et de la famille à faible et moyen revenu. C'est une façon bien injuste, et surtout inexplicable, d'annoncer de belles mesures qui, en fin de compte, coûteront les yeux de la tête au consommateur canadien.

En plus de coûter cher à nos gens, le budget et les prévisions ne prévoient rien d'encourageant au plan de l'emploi. Même si le ministre des Finances s'est vanté d'avoir réduit le taux de chômage, il n'en demeure pas moins que cette réduction est passée inaperçue au Nouveau-Brunswick.

J'aimerais bien qu'on puisse me dire qu'au Nouveau-Brunswick on a créé des emplois, et j'aimerais ensuite qu'on me dise où au Nouveau-Brunswick ces emplois ont été créés. Au contraire! Écoutez bien: Le taux de chômage de la province a augmenté de 15 à 15.3 p. 100 en janvier dernier. Sur le plan de l'emploi, le gouvernement n'a pas de quoi se vanter de ses exploits. D'autant plus que dans les prévisions, on prévoit diminuer de 100 millions de dollars le programme de création d'emplois par rapport à l'année dernière, 100 millions de dollars. Déjà, dans ma circonscription, monsieur le Président, on avait réduit les montants cette année. De trois millions l'an dernier pour les programmes Canada au travail, le montant est passé à 1.5 million et, de plus, on devait partager ce montant entre trois circonscriptions électorales. C'est terrible!

En ce qui concerne les jeunes, des composantes du programme Défi '86 ont aussi été coupées cette année. Au Nouveau-Brunswick, sous la composante «emploi d'été/Expérience de travail», nous avons reçu ou nous allons recevoir en moins \$900,000. Tout près d'un million! Ah, non, vous dites: Cela ne fait rien. Et vous dites du même coup que vous allez créer des emplois pour les jeunes. On dit que pour créer un emploi cela prend aux environs de \$2,000. Eh bien, \$900,000, cela veut dire 450 emplois de moins l'été prochain pour nous. Et toutes ces coupures, après avoir coupé le programme Katimavik et que la ministre d'État (Jeunesse) (M^{me} Champagne) nous avait dit qu'on allait affecter ces sommes d'argent dans d'autres programmes. Si c'est votre façon de réaffecter cet argent-là, si vous faites partout comme vous faites au Nouveau-Brunswick, les jeunes ne sont pas à la veille de sortir de leurs problèmes.

Je suis extrêmement déçu de constater que même dans le budget on ne fasse pas mention de la piètre situation dans laquelle se retrouvent les jeunes. Aucune solution n'a été proposée pour leur venir en aide. On ne parle d'eux nulle part. C'est regrettable, et cette négligence nous coûtera très cher dans les années à venir. Les jeunes, tout comme les autres gens du Nouveau-Brunswick, s'attendaient à beaucoup mieux que

cela de l'administration conservatrice. On s'attendait à ce que le gouvernement révisé sa position concernant le retrait des prestations d'assurance-chômage pour les personnes préretraitées qui bénéficient d'une pension. Là aussi, monsieur le Président, le changement de règlement pour les préretraités a été interprété comme un coup bas. Et ce fut et c'est aussi un coup bas. On n'a fait aucune allusion dans ce nouveau budget à ce changement de règlement.

On peut continuer en parlant de ce que le gouvernement va faire pour les pêcheurs de l'Atlantique. Encore là, absolument rien sinon qu'il leur impose des déboursés plus importants pour les prochaines années. On leur propose même des frais aux usagers. Par exemple, dans ses prévisions, les fonds disponibles pour réparer les quais et faire le creusement autour des quais sont nettement insuffisants. Pis encore, le gouvernement recommande que les frais de ces services soient déboursés par les pêcheurs. Ils ont toute la peine à arriver et on veut leur imposer des frais supplémentaires. C'est une honte!

Le secteur des pêches au Nouveau-Brunswick est très important, tout comme pour chacune des provinces de l'Atlantique. Il me reste deux minutes, je vous remercie de m'en avertir, monsieur le Président. Si vous me permettez de continuer, je vais aussi mentionner le programme de subsides de bateaux qui a été complètement éliminé. Et le ministre avait comme excuse de dire que ce programme ne servait plus. Alors, j'aimerais bien, monsieur le Président, que le ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon) vienne chez nous expliquer cela à mes pêcheurs que ce programme-là n'avait plus d'utilité.

Au niveau du développement économique et régional, on rapporte dans les prévisions budgétaires une baisse de 11 p. 100 cette année. On prévoit une diminution de l'ordre de 17 p. 100 pour 1987-1988. Ces baisses cumulées avec celles de 15 p. 100 que nous avons connues pour 1985-1986 font qu'au total il y aura une diminution de ce département dans leur budget de 44 p. 100. En fait, le budget des dépenses de ce ministère sera coupé, pour 1986-1987, de 160 millions de dollars, comparativement à l'année précédente. Et on ose nous dire qu'on veut aider les régions, qu'on pense aux régions . . .

A cette perte, monsieur le Président, pour le développement économique de nos régions, le gouvernement a pensé allouer des fonds pour un programme appelé «Entreprise Atlantique».

Monsieur le Président, vous savez que dans l'Atlantique, il y a beaucoup de légendes. On parle de bateaux-fantômes. Alors, chacune des régions a sa petite légende. Mais là, on vient tout simplement de créer une légende: Un bateau-fantôme pour toute la région de l'Atlantique.

Bien sûr, je n'ai pu, au cours des quelques minutes qui m'ont été attribuées, parler de toutes les diminutions qui sont dans ces prévisions, de toutes les façons que seront affectés les gens de l'Atlantique. Il est clair dans tout cela, monsieur le Président, que le fardeau fiscal n'est pas partagé équitablement.